

VD_FINDINFO Jug / 2014 / 383 vom 6. Mai 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-05-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Jug___2014___383

FR: VD_FINDINFO Jug / 2014 / 383 du 6 mai 2014

IT: VD_FINDINFO Jug / 2014 / 383 del 6 maggio 2014

Regeste

DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE, CLASSE DE TRAITEMENT, EMPLOYÉ PUBLIC, SALAIRE, PRESCRIPTION, CAHIER DES CHARGES, ÉGALITÉ DE TRAITEMENT, PRINCIPE DE LA BONNE FOI | 5 al. 3 Cst., 8 Cst., 14 LPers-VD, 16 al. 3 LPers-VD, 19 al. 1 LPers-VD, 23 LPers-VD

Erwägungen

E. 8

alinéa 1 Cst., en cas, par exemple, de rémunérations inégales dont le caractère discriminatoire n'est pas fondé sur le sexe. A la différence de la garantie d'une rémunération égale de l'homme et de la femme, la garantie générale de l'égalité de traitement ne confère pas en droit fédéral une prétention directe au paiement d'un salaire égal à titre rétroactif. La Constitution exige seulement que l'inégalité soit éliminée d'une manière appropriée et dans un délai raisonnable. A cet égard, il est justifié de prendre en considération le moment auquel l'intéressé a contesté l'inégalité en question pour la première fois». Dans le cas d'espèce, l'instruction a établi que la demanderesse, par l'intermédiaire de son conseil, a réagi dans le cadre d'EtaCom et du processus de revalorisation salariale des psychomotriciennes. En effet, il y a eu plusieurs échanges d'écritures entre 2006 et 2008, notamment avec le Conseil d'Etat. Il en ressort que la demanderesse estimait être victime d'une inégalité de traitement avec d'autres collaborateurs de l'Etat ayant un parcours professionnel comparable et exerçant des fonctions similaires, notamment vis-à-vis des logopédistes en milieu scolaire, s'agissant de son manque à gagner lié au processus EtaCom. On ne saurait donc restreindre dans un tel cas, dans lequel est invoquée la violation d'une garantie constitutionnelle ou d'une norme impérative de droit public, la possibilité de contester le salaire initialement fixé, dans les limites de la prescription applicable aux créances salariales. De ce fait, l'action en elle-même n'est pas prescrite, respectivement périmée. bb) Il en va différemment de la prescription des prestations périodiques de salaire. En effet, en application de l'article 16 alinéa 3 LPers-VD et selon la jurisprudence, seules peuvent être réclamées les créances de salaires pour l'année précédente. En d'autres termes, le collaborateur pourrait, en cas d'inégalité de traitement, contester en tout temps le salaire qui lui était versé, mais la créance salariale se prescrit une année à partir du moment où elle était exigible (cf. arrêt du Tribunal fédéral 8C_943/2011 du 26 novembre 2012, consid. 5.1). En l'espèce, compte tenu de la date à partir de laquelle les créances salariales étaient exigibles et celle à laquelle la demanderesse avait déposé sa demande (le 13 février 2009), les éventuels arriérés de salaire seraient dus à partir du 14 février 2008, et sont prescrits pour la période antérieure à cette date. V. a) A l'appui de sa requête, la demanderesse se plaint essentiellement d'une inégalité de traitement injustifiée notamment par rapport aux logopédistes en milieu scolaire

tant s'agissant de la fixation de son échelon dans le cadre de DECFO-SYSREM que de son manque à gagner lié au processus EtaCom. Elle relève que, dans l'ancienne grille salariale, la collocation d'une logopédiste était comprise entre les classes 20-23 ou 24-27 selon l'expérience. Dès lors, les logopédistes avaient un salaire nettement supérieur à celui de la demanderesse pour des fonctions pour lesquelles les exigences de formation, le parcours professionnel et les cahiers des charges sont équivalentes. L'Etat de Vaud relève, pour sa part, que les deux fonctions ne constituent pas le même métier et que c'est la raison pour laquelle leur traitement a été différencié dans les autres cantons, comme c'est par exemple le cas dans les cantons de Genève et du Valais. b) Selon la jurisprudence, une norme viole le principe de l'égalité de traitement consacré à l'article 8 Cst lorsqu'elle établit des distinctions juridiques qui ne se justifient par aucun motif raisonnable au regard de la situation de fait à régler ou qu'elle omet de faire des distinctions qui s'imposent au vu des circonstances, c'est-à-dire lorsque ce qui est semblable n'est pas traité de manière identique et ce qui est dissemblable ne l'est pas de manière différente. Il faut que le traitement différent ou semblables injustifié se rapporte à une situation de fait importante (ATF 134 I 23, consid. 9.1, p. 41). Le Tribunal fédéral, dans un arrêt 8C_991/2010 du 28 juin 2011 (consid. 5.3), a retenu que la question de savoir si des activités doivent être considérées comme identiques dépend d'appréciations qui peuvent s'avérer différentes. Dans les limites de l'interdiction de l'arbitraire et du principe de l'égalité de traitement, les autorités d'engagement sont habilitées à choisir, parmi les multiples éléments pouvant entrer en considération, les critères qui doivent être considérés comme déterminants pour la rémunération des fonctionnaires. Le droit constitutionnel n'exige pas que la rémunération soit fixée uniquement selon la qualité du travail fourni, voire selon des exigences effectivement posées. Les inégalités de traitement doivent cependant être raisonnablement motivées, et donc apparaître objectivement défendables. Ainsi le Tribunal fédéral a-t-il reconnu que l'article 8 Cst. n'était pas violé lorsque les différences de rémunération reposaient sur les motifs objectifs tels que l'âge, l'ancienneté, l'expérience, les charges familiales, les qualifications, le genre et la durée de la formation requise pour le poste, le temps de travail, les horaires, le cahier des charges, l'étendue des responsabilités ou les prestations. Ceci est aussi valable dans le cadre de l'application du droit. Les autorités sont tenues, selon le principe de l'égalité de traitement, de traiter de manière égale les situations semblables pour lesquelles les faits pertinents sont les mêmes, à moins qu'un motif objectif ne justifie un traitement différent. ca) En l'espèce, l'instruction de la cause a permis de mettre en évidence que la fonction exercée par la demanderesse est comparable à celle exercée par les logopédistes. Tout d'abord, si on se réfère aux cahiers des charges des deux fonctions, on constate que la mission est la même, à savoir « prévenir, diagnostiquer et traiter les troubles soit psychomoteurs, soit du langage ; intervenir auprès des enfants en vue de leur développement et leur intégration sociale, scolaire et professionnelle en travaillant sur plusieurs aspects, comme l'expression orale ou corporelle ; collaborer avec les parents, les acteurs de l'école et les autres intervenants impliqués ». Les différents témoignages recueillis ont également permis au Tribunal de se convaincre que les psychomotriciens et les logopédistes effectuent les mêmes tâches et font le même travail qui comporte les mêmes caractéristiques dans sa complexité, de même que dans la responsabilité. Il s'agit notamment, comme le relève le témoin T. _____ « de voir les enfants, de faire des bilans, et d'avoir les contacts avec les parents, les enseignants ou même les psychologues, pédopsychiatres et autres thérapeutes [...]. La seule différence est que le logopédiste s'occupe de langage et que la psychomotricienne s'occupe de la motricité ». Les

ressemblances précitées ressortent également clairement des fiches emploi-type. Pour le Tribunal, le poste de la demanderesse correspond à celui d'un logopédiste. cb) S'agissant de la formation, il sied de relever ici qu'en 1986, les psychomotriciens et les logopédistes ont été colloqués en classes 17-20. C'est dire que la formation dans les deux fonctions était équivalente. Ceci est d'ailleurs corroboré, dans le cadre du PPLS, par le Règlement d'application de la loi scolaire à son article 66 qui prévoit que les psychomotriciens et les logopédistes doivent être au bénéfice d'une formation reconnue par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique ou d'un titre jugé équivalent par le département, ainsi que la Loi sur la santé publique qui prévoit à son article 122c, concernant les logopédistes, que seules peuvent être autorisées à pratiquer les personnes qui ont reçu une formation professionnelle théorique et pratique de trois ans au moins reconnue par le département. En ce qui concerne les thérapeutes de la psychomotricité, l'article 122j dispose que l'exercice de la profession est réservé aux porteurs d'un diplôme d'une école suisse reconnue par l'Association suisse des thérapeutes de la psychomotricité ou par un organisme désigné en application de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes. Ainsi, s'agissant de la reconnaissance des diplômes de hautes écoles de logopédie et ceux de psychomotricité, la CDIP (Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique) a établi des exigences minimales les concernant dans son règlement du 3 novembre 2000. Il en ressort qu'au niveau de la formation, le titre pour être admis aux études est le même pour les deux formations, à savoir une maturité gymnasiale, un diplôme d'enseignement reconnu ou un titre de haute école spécialisée. A cela s'ajoute que les caractéristiques, la durée des études et la quantité de cours sont identiques (cf. art. 4s. du règlement). Au final, les deux formations sont clôturées soit par un diplôme en logopédie, soit par un diplôme en psychomotricité. Force est de constater que, à l'époque où la demanderesse a été engagée par la Commune, puis lorsque son contrat a été repris par le Canton de Vaud, le titre avait la même valeur dans les deux formations. Ceci est d'ailleurs confirmé par le témoignage de Mme P. _____ qui précisait que « l'ancienne formation pour les deux postes était équivalente. La formation actuelle ne l'est pas, et la formation future le sera à nouveau ». Il est vrai qu'à l'heure actuelle, la formation de logopédiste finit par une maîtrise, soit à l'Université de Genève (5 ans de formation, stages compris), soit à celle de Neuchâtel (4 de formation dont 2 ans de stages), alors que la formation de psychomotricien finit par un baccalauréat universitaire qui s'effectue dans le cadre de la HES-SO de Genève (4 ans de formation, formation théorique à la Faculté de psychologie, stages tout au long de la formation). Force est de constater que cette différence est plutôt basée sur la nature du diplôme requis, mais que les exigences de chaque formation ne sont pas distinctes. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat les a mises au même niveau, à savoir les niveaux 10 et 11, la différence de niveau n'étant pas due à la formation. En effet, tant les psychomotriciens que les logopédistes sont classés aux niveaux 10 ou 11 de DECFO-SYSREM en fonction des cahiers des charges. Selon le témoin P. _____, il y a un cahier des charges pour chaque poste en classe 10, et un autre en classe 11. Dans chaque classe, le cahier des charges du psychomotricien comporte des tâches identiques à celui du logopédiste. Au vu de ce qui précède, il n'existe aucun critère objectif qui justifierait la différence de salaire entre les psychomotriciens et les logopédistes, comme par exemple les exigences posées à la formation, les circonstances dans lesquelles l'activité est exercée, les cahiers des charges, l'âge, etc. La fonction de la demanderesse et celle de logopédiste sont quasiment identiques. Le fait de les traiter de manière différente créerait une inégalité de traitement, car ce qui est semblable doit être traité comme tel. Partant, le grief de la

demanderesse doit être admis sur ce point. VI. a) La question est encore de savoir à quel moment l'inégalité de traitement a été créée. En effet, la demanderesse reproche au Conseil d'Etat de ne pas avoir tenu ses promesses au moment du passage à EtaCom dès lors qu'il avait assuré aux psychomotriciens que leur situation serait améliorée, notamment avec l'entrée en vigueur du projet Decfo-Sysrem. Or, la bascule en 2008 dont la demanderesse a fait l'objet n'améliorait la situation que de manière peu sensible et ne tenait pas compte de la perte salariale importante qui lui a été imposée au passage à l'Etat de Vaud en 2005. A ce titre, elle fait implicitement valoir un comportement de l'Etat de Vaud contraire aux règles de la bonne foi. L'Etat de Vaud relève quant à lui que la demande de réévaluation a été suspendue jusqu'au projet DECFO. Une indemnité a été octroyée aux psychomotriciens suite à la décision du Conseil d'Etat du 24 novembre 2004, pour combler la différence de salaire occasionnée par le processus EtaCom. Le défendeur prétend encore qu'aucune promesse n'a été donnée de la part de l'Etat de Vaud, seulement celle de la reprise des contrats conclus par les Communes. Or, la demanderesse a signifié à son cocontractant qu'elle acceptait les termes du contrat. C'est donc sur une base volontaire qu'elle a accepté d'être liée à l'Etat de Vaud. Dès lors, il est difficilement soutenable qu'elle puisse en 2009 revenir sur cet élément. b) Aux termes de l'article 5 alinéa 3 Cst., les organes de l'Etat et les particuliers doivent agir conformément aux règles de la bonne foi. Cela implique notamment qu'ils s'abstiennent d'adopter un comportement contradictoire ou abusif (ATF 134 V 306, c. 4.2, p. 312). De ce principe découle notamment, en vertu de l'article 9 Cst., le droit de toute personne à la protection de sa bonne foi dans ses relations avec l'Etat (sur le rapport avec l'art. 5 al. 3 Cst., cf. ATF 136 I 254, c. 5.2, p. 261 et la réf.). Le principe de la bonne foi protège le citoyen dans la confiance légitime qu'il met dans les assurances reçues des autorités, lorsqu'il a réglé sa conduite d'après des décisions, des déclarations ou un comportement déterminé de l'administration (cf. ATF 131 II 627, c. 6.1, p. 636). Ce principe ne s'applique toutefois que si l'autorité est intervenue par un acte ou une omission, dans une situation concrète, à l'égard de personnes déterminées. Les administrés ne peuvent s'en prévaloir que s'ils en sont les destinataires. Ce principe ne vise donc pas le législateur, qui ne le viole pas lorsqu'il modifie une réglementation (P. Moor, *Droit administratif*, volume I, Berne 1994, ch. 5.3.1, p. 428 ss). En résumé, certaines conditions doivent être réalisées pour que la bonne foi de la demanderesse puisse être reconnue et protégée. Il faut en premier lieu que l'autorité « soit intervenue par un acte ou une omission, dans une situation concrète, à l'égard de personnes déterminées, et ne peuvent s'en prévaloir [du principe de la bonne foi] que les administrés qui en sont les destinataires » (Moor, *op. cit.*, p. 428). Comme condition supplémentaire, il est nécessaire que l'autorité qui a donné les renseignements « [...] était compétente pour ce faire, ou du moins apparemment compétente – ces derniers mots signifiant qu'elle était généralement, quoique à tort, considérée comme compétente, ou que, dans le cas particulier, son comportement pouvait légitimement donner à croire qu'elle l'était » (Moor, *op. cit.*, p. 430 ; cf. également Häfelin/Müller/Uhlmann, *op. cit.*, pp. 141 s.). Il faut en sus que le renseignement « [...] ait été fourni sans réserves, et clairement : il ne s'agissait pas d'une simple orientation, ni d'une information sur la pratique ordinairement suivie » (Moor, *op. cit.*, p. 430 ; cf. également Häfelin/Müller/Uhlmann, *op. cit.*, pp. 142 s.). En outre, « l'inexactitude du renseignement ne doit pas provenir de ce que la loi a changé entre-temps » (Moor, *op. cit.*, p. 431). Pour que la bonne foi de l'administré soit protégée, il faut également que « ni celui-ci, ni son représentant [n'ait] été en mesure de reconnaître l'erreur – à plus forte raison ne doit-il pas l'avoir reconnue, ni en être lui-même responsable » (Moor, *op. cit.*, p. 431). « Surtout,

l'administré a pris sur la base de l'information inexacte des dispositions irréversibles » (Moor, op. cit., pp. 431 s.) auxquelles il ne saurait renoncer sans subir de préjudice. ca) Il ressort des pièces du dossier que, bien avant le processus EtaCom en 2005, la situation des psychomotriciens était analogue à celle des logopédistes. Cependant, la fonction de logopédiste a connu une réévaluation et a vu sa classification salariale progresser jusqu'en classe 27, alors que celle des psychomotriciens est restée dans les classes 17-20. Par décision du Conseil d'Etat du 22 novembre 1995, la Commission d'évaluation des fonctions a été chargée de se déterminer quant à la fonction de thérapeutes de la psychomotricité. Or, les travaux d'évaluation des fonctions ont été suspendus dans l'attente de la mise en œuvre d'un nouveau système d'évaluation. Dès lors, des négociations ont été ouvertes entre le Conseil d'Etat et l'ASTP pour évaluer l'opportunité d'une éventuelle indemnité salariale supplémentaire dans l'attente des résultats DECFO. C'est ainsi que, par décision du Conseil d'Etat du 24 novembre 2004, une indemnité mensuelle provisoire a été octroyée aux psychomotriciens dans la mesure où la question de fond de la reclassification serait prise en compte dans le cadre de la démarche DECFO. Comme l'a précisé le témoin P. _____, « l'indemnité mensuelle pour les psychomotriciens avait pour but de rattraper la différence entre leur fonction et celle des logopédistes ». En raison du processus EtaCom, la demanderesse a été engagée par l'Etat de Vaud et colloquée en classes 17-20. Suite à ce passage à l'Etat de Vaud, la demanderesse a, selon elle, subi une perte de salaire importante (à hauteur de fr. 17'921.50 entre 2005 et 2008). En l'occurrence, il ressort du témoignage de Mme P. _____, que la situation de sept personnes, dont la demanderesse, était particulière car il s'agissait des personnes dont le salaire avait baissé avec la réforme EtaCom. Ceci a été confirmé par les autres témoins entendus en cours d'instruction. En revanche, la situation des logopédistes est restée identique, partant avec un salaire plus important que celui des psychomotriciens. Cette problématique a déjà été relevée par le Conseil d'Etat, en ce sens que la situation de la personne dont le salaire communal était supérieur au salaire calculé par l'Etat devait être négociée. Dès lors, la demanderesse a accepté la conclusion d'un nouveau contrat avec l'Etat de Vaud et ainsi la diminution de son salaire, certaine que l'indemnité provisoire et la revalorisation salariale prévues dans le cadre de DECFO corrigeraient le vice. Par lettre du 12 décembre 2007, le Conseil d'Etat a écrit à l'intéressée que la promesse avait été tenue. La nouvelle grille des fonctions prévoyait que le niveau de logopédiste et celui de thérapeute de la psychomotricité étaient au même niveau, à savoir la chaîne 191, dans les classes 9 à 11. Aux yeux de la demanderesse, cette nouvelle classification ne tenait pas compte du niveau de salaire de référence appliqué avant la bascule. Dès lors, la bascule de 2008 ne tenait pas compte de la perte salariale importante qui lui avait été imposée lors de la reprise de son contrat par l'Etat de Vaud. cb) En l'espèce, la demanderesse était bien la destinataire des renseignements donnés par le Conseil d'Etat. Sur la base de ces renseignements, elle a accepté la conclusion de son contrat avec l'Etat de Vaud et la diminution de son salaire. Elle a ainsi pris des dispositions irréversibles au sens de la jurisprudence et de la doctrine précitées. Or, il s'est avéré par la suite que les promesses émanant du Conseil d'Etat n'ont pas été tenues, ce que la demanderesse a constaté lorsque sa rémunération a été fixée lors de la bascule DECFO. En effet, il ressort des pièces au dossier, soit en particulier de la lettre du 28 avril 2004 ainsi que de la décision du Conseil d'Etat du 24 novembre 2004, qu'il s'agissait clairement d'une promesse faite aux psychomotriciens, lors de l'octroi de l'indemnité provisoire, de régler la question de fond lors de la revalorisation dans le cadre DECFO. Il y est d'ailleurs clairement exposé que « le principe de l'octroi d'une indemnité spécifique pour les

psychomotriciennes est confirmé. Cette indemnité est provisoire dans la mesure où la question de fond de la reclassification sera prise en compte dans le cadre général de la démarche DECFO [...] de considérer cette indemnité comme provisoire, dans l'attente des reclassifications déterminées par la démarche DECFO ». Ceci a d'ailleurs été confirmé par la lettre du 26 septembre 2006 de la Conseillère d'Etat chargée à l'époque du Département de la formation et de la jeunesse, qui indiquait qu' «il appartient au Conseil d'Etat auquel vous vous êtes adressé de se prononcer sur votre demande. Il le fera en tenant compte des différents éléments que vous avez soulevés et des moyens financiers à disposition ». Il s'agissait donc de renseignements selon lesquels la demanderesse pouvait croire que le Conseil d'Etat allait régler sa situation, et prendre en compte la perte salariale dont elle était victime, lors de la démarche DECFO. Or, le nouveau classement de la demanderesse au niveau 11 dans DECFO n'a pas corrigé sa situation salariale en ce sens que son salaire initial est resté comme il l'était avant la bascule, puisque le salaire préalable à la bascule fait partie intégrante de la détermination du salaire selon Decfo-Sysrem. Ainsi, ce nouveau classement n'a pas tenu compte de la perte salariale, ni de l'inégalité de traitement par rapport aux logopédistes - qui ont vu leur situation s'améliorer- notamment au moment du passage à EtaCom en mai 2005. Par conséquent, les conditions posées par la jurisprudence pour que la demanderesse puisse se prévaloir du principe de la bonne foi sont réunies, de sorte que les renseignements qu'elle a reçus au cours des négociations lient l'Etat de Vaud dans la fixation de son salaire. Toutefois, si les prétentions de la demanderesse sont donc admissibles dans leur principe, elles sont purement pécuniaires, de sorte qu'elles sont prescrites après l'expiration d'un délai d'une année à compter de leur naissance, à la fin de chaque mois (art. 16 al. 3 LPers). Ainsi, au jour de dépôt de la demande le 13 février 2009, les prétentions antérieures au 13 février 2008 étaient prescrites (cf. consid. IV ci-dessus).

VII. Au vu des considérations exposées ci-dessus, et pour rétablir l'égalité de traitement entre les logopédistes et les psychomotriciens, le contrat de février 2005 entre l'Etat de Vaud et la demanderesse doit être modifié en ce sens que son poste est colloqué en classes 20-23 ou 24-27, selon les critères applicables à l'époque. L'évolution salariale de la demanderesse devra alors être recalculée jusqu'à la bascule, pour entrer intégralement en compte dans le calcul du salaire à la bascule DECFO, salaire qui sera également calculé à nouveau selon ces nouvelles données. Le défendeur remboursera le surplus obtenu à la demanderesse dès le 1er décembre 2008. L'Etat de Vaud devra également rembourser à la demanderesse le montant correspondant à la différence entre les salaires auxquels elle avait droit dès le 1er février 2008 - les prétentions antérieures étant prescrites - et ceux qu'elle a effectivement perçus depuis cette date et jusqu'au 30 novembre 2008, avec intérêts à 5% échéance moyenne sur la période considérée. Le montant exact sera fixé par le Service du personnel de l'Etat de Vaud (SPEV).

VIII. Au termes de sa conclusion V du 2 mai 2013, la demanderesse conclut à ce que l'échelon 19 de la classe 11 de l'échelle de salaire lui soit attribuée. Or, c'est précisément dans cet échelon qu'elle a été colloquée. Dès lors, cette conclusion n'est pas litigieuse et ne saurait être examinée par le Tribunal de céans.

IX. a) A la lumière de ce qui précède, la requête de la demanderesse doit être partiellement admise.

b) Les frais de la cause sont arrêtés à fr. 2'215.- pour la demanderesse et à fr. 1'710.- pour le défendeur (art. 180, 181 et 183 du Tarif des frais judiciaires en matière civile du 4 décembre 1984), selon le décompte suivant : Demandeur: Dépôt de la demande: fr. 500.- Audience préliminaire: fr. 500.- Audience de jugement: fr. 750.- Audience de jugement supp.: fr. 375.- Audition de deux témoins (y.c. indemn.): fr. 90.- Défendeur: Audience préliminaire: fr. 500.- Audience de jugement: fr. 750.- Audience de jugement supp.: fr. 375.- Audition

anticipée de témoin (y.c. indemn.): fr. 85.- La demanderesse, qui obtient partiellement gain de cause, a droit à des dépens à hauteur du remboursement de l'entier de ses frais de justice ainsi qu'à ses frais d'avocat, réduits à fr. 3000.- par équité, au vu de l'admission partielle des conclusions de la demanderesse et de la procédure la concernant avec trois autres causes, toutes étant représentées par un conseil commun. Par ces motifs, statuant immédiatement, au complet, à huis clos et en contradictoire, le Tribunal de prud'hommes de l'Administration cantonale prononce : I. Les conclusions prises par la demanderesse U._____ selon demande du 13 février 2009, telles que précisées lors de l'audience du 3 avril 2014, sont partiellement admises ; II. La demanderesse a droit, dès le 1 er mai 2005, au salaire correspondant aux classes 20-23 ou 24-27, à déterminer par le Service du personnel de l'Etat de Vaud (SPEV) ; III. L'Etat de Vaud recalculera le salaire auquel a droit la demanderesse dès le 1 er décembre 2008, au niveau 10 de la chaîne 191, échelon 19 maximum, en fonction du salaire tel que déterminé selon le chiffre II ; IV. L'Etat de Vaud est le débiteur de la demanderesse de la somme correspondant à la différence entre les salaires auxquels elle a droit du 1 er février 2008 au jour du calcul, et les salaires qu'elle a effectivement perçus pendant la période, avec intérêt à 5% l'an avec échéance moyenne sur la période considérée ; V. Les frais de la cause sont arrêtés à fr. 2'215.- (deux mille deux cent quinze francs) pour U._____ et à fr. 1'710.- (mille sept cent dix francs) pour l'Etat de Vaud ; VI. L'Etat de Vaud est le débiteur de U._____ de la somme de fr. 5'215.- (cinq mille deux cent quinze francs) à titre de dépens ; VII. Toutes autres et plus amples conclusions sont rejetées. La Présidente : Le Greffier : Juliette Perrin, v.-p. Karim El Bachary-Thalamnn Du 5 septembre 2014 Les motifs du jugement rendu le 14 mai 2014 sont notifiés aux représentants des parties. Les parties peuvent recourir auprès du Tribunal cantonal dans les trente jours dès la notification de la présente motivation en déposant au greffe du Tribunal de prud'hommes de l'Administration cantonale un mémoire de recours en deux exemplaires originaux, désignant le jugement attaqué et contenant leurs conclusions, en nullité ou en réforme, et un exposé succinct des moyens. Si vous avez déjà recouru dans le délai de demande de motivation sans prendre de conclusions conformes aux exigences susmentionnées, votre recours pourra être déclaré irrecevable, à moins que vous ne formuliez des conclusions régulières dans le délai fixé ci-dessus. Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.